

**Discours du président de la République :  
une pensée unique,  
un refus de prendre en compte la réalité sociale !**

L'intervention du président de la République se déroulait dans un contexte bien particulier marqué par de forts mouvements sociaux, la persistance d'un mouvement de la jeunesse et des affrontements inquiétants en banlieue parisienne. Le président de la République a tenté d'abord d'esquiver la question sociale en centrant une partie importante de son intervention sur les questions de sécurité. Si on ne peut que condamner les tirs contre les personnels de police, son refus d'admettre la réalité des problèmes sociaux dans certains quartiers apparaît comme la volonté de s'en remettre à l'intervention policière pour étouffer le sentiment de révolte et de laisser pour compte des habitants. Il est significatif que Nicolas Sarkozy n'ait pas eu un mot de compassion pour le jeune lycéen gravement blessé à Nantes par la police.

Les annonces sur le pouvoir d'achat font fi de toute possibilité d'un meilleur partage de la richesse produite. Alors que la productivité du travail a augmenté de plus de 50 % en 20 ans, le président de la République refuse tout partage des gains de productivité et continue de ressortir la rengaine du « travailler plus pour gagner plus ». Il n'envisage même pas le fait que les salaires puissent augmenter alors même que les profits des entreprises sont au plus haut.

Le fait que les conditions de travail se détériorent, que la souffrance au travail s'accroît de façon inquiétante, que de nouvelles pathologies apparaissent, n'a pas l'air de l'effleurer. Il s'agit fondamentalement de permettre aux entreprises de faire travailler plus leurs salariés en fonction des nécessités du carnet de commande. Une telle logique va manifesterment contre l'emploi, la baisse du chômage actuelle s'expliquant essentiellement par les évolutions démographiques.

Seule annonce positive, la limitation du dépôt de garantie à un mois de loyer. L'indexation future des loyers sur l'indice des prix ne résoudra cependant en rien le montant exorbitant des loyers payés aujourd'hui par les ménages. L'insuffisance de logements sociaux permet de maintenir la rareté des logements et la pression sur les prix.

Le président de la République a annoncé l'organisation d'un « conférence sociale » à la mi-décembre sur l'agenda social 2008 et en a d'emblée fixé les résultats. Il a confirmé son intention d'une remise en cause globale des droits des salariés. Dans cette situation, il s'agit pour l'Union syndicale Solidaires de créer les conditions d'une mobilisation unitaire des salariés, seul moyen de peser sur les choix du gouvernement et d'empêcher les reculs sociaux programmés.

Le 29 novembre 2007